



Procès-verbal de la 235^e assemblée générale tenue le 9 octobre 2025 à 12h30 au 2-52-101

Présences : **64 présences**

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée	2
2. Nomination à la présidence de l'assemblée	2
3. Acceptation des nouvelles et des nouveaux membres	2
4. Lecture et adoption de l'ordre du jour.....	2
5. Lecture et adoption du procès-verbal de la 234^e assemblée générale tenue le 11 septembre 2025 et suites	2
6. Informations	3
6.1 CRT	3
6.2 Intégrité intellectuelle	4
6.3 Projet de loi 89 et intention de réforme du régime syndical	4
7. Finances	4
7.1 Présentation des états financiers	4
7.2 Rapport du comité de surveillance	5
7.3 Adoption des états financiers au 30 juin 2025	5
7.4 Présentation et adoption des prévisions budgétaires 2025-2026	5
8. Assurances collectives	6
9. Sous-embauche	7
10. Élections	7
10.1 Nomination d'un.e président.es d'élection, d'un.e secrétaire et de deux scrutateurs	7
10.2 Élections aux comités institutionnels	8
11. Divers	9
12. Levée de l'assemblée.	9

1. Ouverture de l'assemblée

Evelyne Letendre ouvre l'assemblée et propose Chantal Gauvreau à la présidence.

2. Nomination à la présidence de l'assemblée

Résolution 235.1

« Il est proposé de nommer Chantal Gauvreau à la présidence d'assemblée. »

Evelyne Letendre propose et Geneviève Charest appuie.

Adoptée à l'unanimité.

3. Acceptation des nouvelles et des nouveaux membres

Résolution 235.2

« Il est proposé d'accepter les nouveaux et nouvelles membres suivant-es :

Dominique Gérin, Littérature et communication
Philippe Charlebois, Philosophie
Eugène Gendron-de Vette, Techniques de physiothérapie
Stéphanie Lachance, Techniques de travail social
Heidi Larkin, Techniques de laboratoire – Biotechnologies
Elise Nault Horvath, Techniques de travail social
Étienne Blard, Littérature et communication »

Annissa Laplante propose et Noémie Darveau appuie.

Adoptée à l'unanimité.

4. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Résolution 235.3

« Il est proposé d'adopter l'ordre du jour tel que présenté. »

Catherine Ladouceur propose et Jean-Thomas Courchesne appuie.

Adoptée à l'unanimité.

5. Lecture et adoption du procès-verbal de la 234^e assemblée générale tenue le 11 septembre 2025 et suites

Résolution 235.4

« Que les membres de l'assemblée générale du SPECS adoptent le procès-verbal de la 234^e assemblée générale tenue le 11 septembre 2025 tel que présenté. »

Jolyane Arsenault propose et Julie Dionne appuie.

Adoptée à l'unanimité.

Suites au procès-verbal :

Evelyne rappelle que la Marche mondiale des femmes aura lieu samedi le 18 octobre. Il y a encore de la place dans l'autobus au départ de Sherbrooke. La délégation compte déjà plus de 600 personnes.

6. Informations

6.1 CRT

Steve McKay présente les dossiers en cours au Comité des relations du travail (CRT).

Postes : Le 30 septembre, le CRT a procédé à l'ouverture des postes. On a pu ouvrir 14 postes supplémentaires à ceux déjà annoncés, pour un total de 74 postes. Il reste encore 2 semaines pour que des personnes mises en disponibilité dans le réseau se manifestent. Julie Tougas va contacter les personnes concernées.

Cours multidisciplinaires en sciences humaines : Au début de la session, on a vécu une situation inédite, soit la fermeture de groupes. On a déjà une entente de distribution des cours, mais pas d'entente de fermeture. Le CRT en est arrivé à une entente sur la fermeture des postes qui sera appliquée au besoin à la session d'hiver.

Une question est posée sur la consultation des disciplines concernées. Steve mentionne que le temps presse et qu'une procédure devait être adoptée par le CRT pour éviter que la situation du mois d'août ne se reproduise.

Cours multidisciplinaires pour le programme TAG : Des cours multi seront donnés par Administration et Bureautique. Une entente a été élaborée et elle sera adoptée prochainement.

Une question est posée sur l'éventualité d'un vote en AG pour ces ententes. Steve répond que l'équipe CRT négocie les ententes. Lorsque la situation s'y prête, des mandats peuvent être cherchés en assemblée générale.

SPR : La direction poursuit la tournée des départements. Steve remercie les départements qui nous écrivent pour nous faire un compte-rendu de ces rencontres. La direction nous écrira sous peu pour nous faire un bilan préliminaire de ce projet. Un grief a déjà été déposé sur la forme, on est à réfléchir à un deuxième grief qui portera sur le fond, notamment sur la distinction que fait la direction entre l'encadrement qui fait partie de la tâche et l'encadrement supplémentaire, ou bien la participation à la journée pédagogique qui ne constituerait pas un SPR selon elle.

Projet de tâche : le CRT devrait recevoir le projet de tâche final dans deux semaines et cela sera distribué par la suite.

Une intervention souligne le fait que les départements n'ont pas reçu de message pour choisir le cours complémentaire.

Suspension des programmes : Deux programmes se sont vu suspendre leurs admissions jusqu'à nouvel ordre. EHST et Génie électrique réseau et télécommunications.

Une intervention souligne qu'il est dommage que ces programmes aient été poussés à produire des plans cadre malgré la situation prévisible. Steve mentionne que la direction a démontré de l'ouverture à ce que ces programmes ne suivent pas le même rythme de production.

Une autre intervention mentionne que cette situation a été déplorée au comité de programme de EHST. Dans ce cas, c'est la survie même du département qui est en jeu. On déplore le fait qu'on vient de mettre plusieurs années de travail à la poubelle.

6.2 Intégrité intellectuelle

Michèle le Risbé et Jean-Christophe Dominique font l'historique du Comité sur l'intégrité intellectuelle, qui a vu le jour en mars passé. Le premier sous-comité a travaillé à développer des outils pour les personnes enseignantes, notamment l'arbre décisionnel et la charte des niveaux d'acceptabilité des preuves ainsi qu'un document synthèse sur les rôles et responsabilités ainsi que des annexes destinées à faciliter le travail des profs. Le deuxième sous-comité a produit des outils à l'intention des personnes étudiantes. Ces documents sont disponibles sur le sharepoint du Centre des médias. Durant toute la session, les commentaires pourront être recueillis via un formulaire. Les départements ont été appelés à se doter d'une procédure en cas de soupçons liés à l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Une campagne de sensibilisation a été lancée pour promouvoir l'intégrité intellectuelle au Cégep.

Le jeudi 6 novembre, une formation est proposée par le SSERR pour tester les outils.

Le troisième sous-comité portait sur les services adaptés. Ça fait plusieurs années que la qualité de la surveillance aux S.A. est déplorée. Un travail est en train de se faire à ce sujet. Un document a été produit pour expliciter les conditions de réalisation des évaluations aux services adaptés afin de prévenir le plagiat et la tricherie. Des rénovations seront réalisées à l'été 2026 au Centre des médias ainsi que l'ajout de caméras de surveillance.

6.3 Projet de loi 89 et intention de réforme du régime syndical

Evelyne Letendre présente le contexte politique de montée de la droite où la CAQ cherche à attaquer le mouvement syndical, notamment le droit de grève.

Le PL89 qui s'appelle maintenant la loi 14 limite le droit de grève en élargissant la notion de services essentiels et ce projet se concrétisera le 30 novembre prochain. Evelyne annonce qu'une grande manifestation aura lieu la veille à Montréal.

Avec le PL101, on limite la portée de la santé-sécurité au travail notamment dans le milieu de la santé et de l'éducation.

Une fuite d'information nous a appris qu'un nouveau projet de loi est en préparation pour limiter le droit syndical, notamment via l'exigence d'une publication détaillée des dépenses, la restriction de l'utilisation des cotisations uniquement à ce qui touche la convention collective, et le fait de rendre facultative une partie de la cotisation syndicale. On demanderait de plus à ce que les résolutions soient votées par la majorité absolue des membres du syndicat. Toutes ces mesures cherchent à réduire le rapport de force des syndicats. On reste vigilant.es face à ce projet de loi.

Evelyne nous présente ensuite plusieurs impacts, notamment des reculs sociaux.

Le 29 novembre se tiendra une manifestation importante à Montréal. Evelyne invite tout le monde à y participer. Une assemblée extraordinaire sera convoquée lorsque le projet de loi sera déposé.

7. Finances

7.1 Présentation des états financiers

Josée Morais nous présente le bilan financier 2024-2025. Les cotisations ont augmenté en lien avec la hausse salariale et l'augmentation de la population étudiante.

Les salaires sont un petit peu plus élevés que prévu, en lien avec des heures supplémentaires et l'embauche de Luc Loignon pour certaines tâches.

Les frais de bureau ont augmenté en lien avec le site internet. Les frais de représentation sont moins grands que prévus. La mobilisation a aussi été moins coûteuse que prévu.

Les frais de convention ont été plus élevés en lien avec la défense des membres au cours de l'année.

L'excédent pour l'année dernière est de 35 062\$.

7.2 Rapport du comité de surveillance

Catherine Ladouceur présente le rapport du comité de surveillance.

Elle présente d'abord les membres du comité qui ont travaillé à l'étude des états financiers du SPECS et rappelle le mandat du comité.

Les activités annuelles du comité de surveillance sont présentées.

Catherine présente les recommandations au comité exécutif pour 2025.

- Réinvestir l'excédent pour les services aux membres et les activités pour les membres.
- Faire passer le montant maximal pour des dons de 200 à 500\$ pour donner plus de latitude à l'exécutif.

Le comité de surveillance recommande d'adopter les états financiers.

7.3 Adoption des états financiers au 30 juin 2025

Josée Morais présente la recommandation 1 :

Résolution 235.5

« Il est proposé d'adopter les états financiers au 30 juin 2025. »

Proposée par Noémie Roy

Appuyée par Anne-Marie Leblanc

Adoptée à l'unanimité.

7.4 Présentation et adoption des prévisions budgétaires 2025-2026

Josée Morais présente les prévisions budgétaires pour l'année 2025-2026.

Les cotisations redescendent à 788 125\$ étant donné que la rétroaction a été versée l'an dernier.

Les prévisions pour la représentation, la mobilisation et la solidarité augmenteront.

L'excédent prévu est de 19 646\$ pour l'an prochain.

Le fonds de résistance syndicale est en bonne santé.

Une question demande comment sont payés nos salaires. La réponse est que nous sommes payés à même les ressources de l'enveloppe de l'enseignement, sauf en ce qui a trait à 0,2 ETC que nous finançons nous-mêmes.

La trésorière présente la recommandation 2 :

Résolution 235.6

« Il est proposé d'adopter les prévisions budgétaires 2024-2025. »

Proposée par Jean-Thomas Courchesne

Appuyée par Michael Labarre

Adoptée à l'unanimité.

8. Assurances collectives

Josée Morais nous présente le fonctionnement de la négociation de notre assurance collective, notamment les relations entre Beneva, l'actuaire, le Comité fédéral des assurances et des régimes de retraite (CFARR) et la Réunion des syndicats adhérents (RSA).

Josée nous présente les différentes recommandations que la RSA a choisi de ramener pour approbation en assemblée générale.

Recommandation 1 : Ne plus soumettre aux syndicats les taux de renouvellement et les adopter en RSA.

Recommandation 5 : Maintien des taux de renouvellement de tous les produits, sans aucune augmentation.

Recommandation 6 : Abolition de la période de modification de protection pour que ce soit possible en tout temps.

Josée nous mentionne aussi que notre demande de ramener la garantie d'affirmation de genre dans le module A a été rejetée par la RSA.

Un membre mentionne qu'il pourrait y avoir un effet négatif à ne plus être consultés sur le taux de renouvellement. Une autre intervention répond que nous avons d'autres options pour exprimer notre voix.

Une intervention pose la question sur le reste du document. Josée précise que ce sont beaucoup de modifications de texte qui n'ont pas d'incidence selon l'analyse de l'exécutif.

Josée mentionne que plusieurs chantiers sont actuellement explorés par le CFARR et la CSN pour agir sur le coût des assurances collectives.

Résolution 235.7

« Il est proposé d'adopter les recommandations 1, 5 et 6 de la Réunion des syndicats adhérents. »

Proposée par Marie-Hélène Martin

Appuyée par Evelyne Letendre

Adoptée à l'unanimité.

9. Sous-emploi

Steve McKay explique que nous avons un sous-emploi accumulé de 17 ETC et que nous avons généré en 2024-2025 un sous-emploi d'environ 7 ETC.

Steve explique que nous avons une résolution à l'effet de réinjecter le sous-emploi principalement au volet 1.

Face aux propositions de la direction, le CRT s'est penché sur l'ancien mandat et sur la nécessité de renouveler le mandat.

Mathieu Poulin-Lamarre présente la proposition venant de l'exécutif.

- Considérant le sous-emploi cumulé de 16,62 ETC;
- Considérant le Régime budgétaire et financier des cégeps qui demande de réinjecter le sous-emploi confirmé dans le projet de tâche de l'année suivante;
- Considérant les pratiques passées de redistribution de sous-emploi dans les disciplines qui ont permis à celles-ci d'identifier leurs priorités afin de décharger les personnes enseignantes;
- Considérant qu'il s'agit d'une négociation;

Résolution 235.8

« Il est proposé que l'exécutif du SPECS et l'équipe CRT défendent les principes suivants lors de la négociation de l'utilisation de la sous-emploi :

- *Remettre l'entièreté de la sous-emploi dans le projet de tâche;*
- *S'inscrire en continuité avec les pratiques passées en s'assurant qu'un maximum de sous-emploi soit redistribué directement aux disciplines;*
- *Défendre l'autonomie départementale dans les décisions concernant l'utilisation de la sous-emploi;*
- *Reconnaître les besoins qui sont liés aux opérations programme auxquels le modèle actuel ne répond pas ;*
- *Limiter la portion de sous-emploi destinée à de nouveaux appels de projets; »*

Proposée par Catherine Ladouceur

Appuyée par Evelyne Letendre

Adoptée à l'unanimité.

10. Élections

10.1 Nomination d'un.e président.es d'élection, d'un.e secrétaire et de deux scrutateurs

Résolution 235.9

« Il est proposé de nommer Chantal Gauvreau à la présidence et Mathieu Poulin-Lamarre au secrétariat d'élection ainsi que Anne-Marie Leblanc et Michel Gagné comme personnes scrutatrices. »

Chantal Gauvreau propose et Catherine Ladouceur appuie.

Adoptée à l'unanimité.

10.2 Élections aux comités institutionnels

10.2.1 Élections aux comités institutionnels

I-08 Comité consultatif de la recherche

Un remplacement jusqu'à la fin de la session d'hiver 2026

Ouverture de la période de mise en nomination.

Nous avons une procuration de la part de Johanne Roby, avec les appuis de Maxime Clément et de Steve Leclair.

Aucune autre candidature reçue.

--

Johanne Roby est élue par acclamation

I-13 Comité consultatif des arts et de la culture

Un mandat de deux ans, secteur préuniversitaire autre qu'artistique.

Ouverture de la période de mise en nomination.

Aucune candidature reçue.

Fermeture de la période de mise en nomination.

--

10.2.2 Élections et nominations sur les comités syndicaux

Syndical 01 - Comité de surveillance des finances du SPECS

Trois mandats d'un an (de janvier 2026 à décembre 2026)

Ouverture de la période de mise en nomination.

Noémie Roy se propose.

Catherine Ladouceur est proposée par Julie Dionne. Elle accepte.

Michael Labarre est proposé par Jean-Thomas Courchesne. Il accepte.

Aucune autre candidature reçue.

Fermeture de la période de mise en nomination.

Catherine Ladouceur, Michael Labarre et Noémie Roy sont élu·es par acclamation.

--

Syndicat 01 - Direction des élections et de scrutin

Un mandat d'un an (de janvier 2026 à décembre 2026)

Ouverture de la période de mise en nomination.

Jean-Thomas Courchesne est proposé par Michael Labarre. Il accepte.

Aucune autre candidature reçue.

Fermeture de la période de mise en nomination.

Jean-Thomas Courchesne est élu par acclamation.

11. Divers

Michèle Le Risbé annonce que c'est le 50^e anniversaire de l'AECS. Pour l'occasion, l'AECS a produit une revue.

12. Levée de l'assemblée.

Résolution 235.10

« L'ordre du jour étant épuisé, il est proposé de lever l'assemblée à 15h05. »

Proposée par Émilie Poulin

Chantal Gauvreau, présidence d'assemblée

Evelyne Letendre, présidente

Mathieu Poulin-Lamarre, secrétaire